

L'ENTRETIEN :

Gilbert RIST

Gilbert Rist est professeur à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED). Il est l'auteur de plusieurs ouvrages passionnants parmi lesquels *Le développement. Histoire d'une idée occidentale* (Presses de sciences-po, 2001) et *La culture, otage du développement ?* (L'Harmattan, 2000). Il travaille actuellement à une anthropologie de la modernité.

Jibrile : Comment définiriez-vous, si cela est possible, l'idéologie du développement ? Jusqu'à quel point est-elle, aujourd'hui, liée à la suprématie politique et « idéologique » étasunienne ?

GR : Disons d'abord que je préfère parler de *croyance*, plutôt que d'idéologie du « développement ». Les idéologies se discutent et se font concurrence au sein d'une même société : on peut être socialiste, libéral, écologiste, etc., et cette pluralité est acceptée. En revanche, dans les sociétés occidentales, la croyance au « développement » est partagée par (presque) tout le monde. Comme dirait Durkheim, elle fonde l'unité du groupe et entraîne des pratiques obligatoires (par exemple mettre tout en œuvre pour stimuler la croissance économique). Pour faire court, j'ai défini le « développement » comme *la transformation de la nature et des relations sociales en biens et services marchands destinés à la demande solvable*. Mais on pourrait aussi dire que cette croyance implique la nécessité de la croissance économique et débouche sur ce que Serge Latouche appelle *l'omnimarchandisation du monde*.

Certes, c'est le Président Truman qui a, d'une certaine façon, « lancé » la croyance au « développement » dans son fameux *Point IV* de 1949. En proposant aux colonisés de l'époque de se considérer comme des « sous-développés » – en leur donnant l'espoir de devenir « développés » à leur tour – il a miné la domination coloniale, puisqu'il promettait la généralisation du bien-être. En ce sens, on peut dire qu'à l'origine, le « développement » confortait la politique des États-Unis. Mais je ne crois pas que cet aspect soit aujourd'hui déterminant, malgré le poids de ce pays dans les institutions de Bretton Woods. Encore une fois, la croyance au « développement » est le fait de (presque) tout le monde, puisque, par un effet de violence symbolique, même les pays les plus appauvris économiquement continuent d'espérer un improbable « rattrapage ».

Jibrile : Êtes-vous d'accord pour dire avec Sophie Bessis que l'une des caractéristiques de l'« Occident » est sa culture de la suprématie ? Quel rôle a joué le développementisme dans le dispositif impérial de l'Occident ?

GR : Tout dépend ce que l'on met derrière le mot « culture ». S'il s'agit de valeurs, de normes implicites, de production collective de sens, je ne pense pas que la société occidentale soit très différente des autres. Après tout, comme l'a bien montré Lévi-Strauss, entre autres, chaque société se considère comme supérieure à toutes les autres car le sociocentrisme (ou l'ethnocentrisme) est la chose la mieux partagée. En revanche, si l'on considère la culture comme, disons, l'ensemble des pratiques collectives qui se sont forgées au cours de l'histoire, alors il est possible de parler de « culture de la suprématie » à propos de l'Occident. Cela ne doit pas être compris de manière « essentialiste », mais seulement contingente ou historique : c'est la supériorité technologique et militaire (mais les deux vont ensemble) de l'Occident qui lui confère aujourd'hui une place dominante.

Jibrile : Ne peut-on pas interpréter les récentes thématiques de relation aux pays du Sud (rôle de la femme, questions d'hygiène, gestion des risques, écologisme patrimonialiste, justice pénale internationale, etc.) comme une nouvelle manière – non économique – d'assurer son emprise ? À ce propos, quels changements avez-vous pu percevoir dans le discours des organisations internationales actuelles ?

GR : Sans doute y a-t-il dans la prolifération des thématiques que vous mentionnez une double raison. La première est que la notion de « développement » est un peu en perte de vitesse depuis que l'on a « inventé » la mondialisation. Il faut donc renouveler le discours, faire croire pour faire faire, donner l'impression que l'on n'oublie pas les anciennes promesses, que l'on va s'occuper des femmes, des pauvres, de l'environnement, etc. On cherche à tout concilier, à réaliser tout et son contraire, en parlant par exemple de « développement durable ». Mais il y a aussi, derrière cette rhétorique, de nouvelles formes d'ingérence, qui permettent de « cibler » certains secteurs (la santé, l'éducation) ou certains groupes sociaux (les femmes), et de proposer – ou d'imposer – des politiques qui conduisent le plus souvent à l'extension du marché. Cette thèse est particulièrement bien explicitée dans l'ouvrage de Francine Mestrum.

Quant aux nouvelles formes de discours des organisations internationales, il me semble que celles-ci « s'alignent » toujours plus sur celui de la Banque mondiale, qui cherche à convaincre des bienfaits de l'économie marchande. Cela me paraît assez clair pour ce qui concerne le PNUD, qui avait tenté de se donner, dans les années 90, une image plus

« humaine », mais on peut en dire autant de la nouvelle mode des « biens publics mondiaux », largement définis par les pays industrialisés, et qui incluent aussi bien l'environnement, la paix, l'aide humanitaire, la stabilité financière que la connaissance, la biodiversité, etc. Comme le montre François Constantin, l'éthique est appelée à la rescousse pour pallier des défaillances du marché, mais la démarche risque fort de justifier des politiques qui relèvent de ce que l'on pourrait appeler un « universalisme restreint », c'est-à-dire la volonté d'universaliser des préoccupations qui sont d'abord occidentales.

Jibrile : Au fond, qu'est-ce qui distingue les sociétés modernes des sociétés dites « traditionnelles » ? Le Technologisme (Jacques Ellul) ? L'unidimensionnalité de la raison utilitaire (le MAUSS) ? Le désenchantement de l'économie hors du social (Polanyi) ? L'individualisme (Dumont) ? Peut-on, selon vous, assimiler la modernité à l'Occident ?

GR : Faut-il vraiment choisir une seule réponse ? C'est un peu tout cela qui, en effet, constitue la spécificité de la société « occidentale » ou du « Nord » (puisqu'il faut y inclure le Japon... mais aussi l'Australie !). La domination technologique est historiquement fondamentale et, pour le reste, tous ces mouvements convergent vers l'extension de la logique marchande, qui est au cœur du « développement ». Cela dit, je n'aime pas beaucoup la dichotomie que l'on pose entre sociétés « modernes » et sociétés « traditionnelles », même si elle semble commode pour dire les choses rapidement. À bien des égards, notre société est aussi « traditionnelle » qu'une autre, si l'on entend par là que ce sont des mythes (ou des bribes de mythes anciens recyclés) – auxquels on croit parce que l'on croit que tout le monde y croit ! – qui légitiment l'action et parce que la « religion du développement » conditionne des pratiques tout aussi « irrationnelles » que, par exemple, celles des Aztèques qui sacrifiaient leurs prisonniers pour assurer le retour du soleil ou celle des Azandés qui consultaient l'oracle pour choisir l'emplacement d'un grenier... Par ailleurs, la raison utilitaire est loin d'avoir tout envahi (même si elle est dominante) et d'autres formes d'échange que le marché continuent d'exister, même chez nous.

Jibrile : Que pensez-vous des mouvements altermondialistes ? Sont-ils une sorte d'épiphénomène fonctionnel d'un paradigme moribond, une réforme du développementisme, ou au contraire une voie de sortie ?

GR : Je crois qu'il est difficile de parler des mouvements altermondialistes comme s'ils partageaient tous les mêmes valeurs, la même stratégie, le même objectif. Ceux qui ont fréquenté la grande « fête » de Porto Alegre sont généralement d'accord pour souligner la

grande diversité des préoccupations et des luttes. Par ailleurs, les rencontres de Porto Alegre ne sont que la pointe d'un iceberg et ne « résumant » pas le mouvement. Bien entendu, au sein de ces mouvements, il y a des « réformateurs » et des « révolutionnaires », des néo-zapatistes partisans de la non-violence armée, des opposants au nucléaire ou aux OGM, des mouvements de libération autochtones, des gays et des lesbiennes, mais aussi des fondamentalistes opposés à l'avortement.... Ce qui me paraît intéressant, c'est la notion de « mouvement », son caractère volontairement non structuré, sa volonté de reconquérir l'espace politique, sa capacité d'imaginer des « formes sociales » nouvelles. Il y a à la fois beaucoup d'utopie mais aussi beaucoup de sérieux chez de nombreux militants altermondialistes, pour chercher à inventer des pratiques et des formes d'organisation sociale qui seront peut-être mieux adaptées au monde de demain qu'à celui d'aujourd'hui, même si, bien sûr, pour le dire en une formule, « l'histoire fera le tri ».

Jibrile : Comment voyez-vous l'après-développement ? Quel y serait le rôle de l'État?

GR : Il est vrai que, comme François Partant, Majid Rahnema ou Serge Latouche, j'ai utilisé l'expression « après-développement ». Mais je ne suis finalement pas certain que ce soit une manière correcte de définir les périodes historiques. Cela peut donner l'impression qu'il y a un « avant » et un « après », séparés par une sorte de coupure radicale, que l'on pourrait éventuellement dater. Comme ces événements que nous étions priés de mémoriser parce qu'ils auraient changé la face du monde (1453 pour la prise de Constantinople, 1492 pour la « découverte » de l'Amérique, 1789 pour la Révolution française, 1989 pour la chute du Mur de Berlin, etc.). Ce sont évidemment des repères, mais l'histoire est quand même plus complexe que cela ! Cela dit, des changements sont inévitables, parce que la généralisation du modèle occidental de « développement » est impossible. Cela fait partie des choses que l'on sait, mais auxquelles on ne croit pas, comme le dit Jean-Pierre Dupuy. Pour changer de croyance, il faudra peut-être faire quelques expériences difficiles : le réchauffement climatique, la fin du pétrole bon marché (c'est-à-dire moins cher que l'eau minérale au restaurant !), les maladies liées à l'absorption de nourritures transgéniques, la désertification des campagnes, la raréfaction de l'eau potable, etc. Comment agir avant qu'il ne soit trop tard ? Je n'ai pas de réponse à la question Si, jusqu'ici, l'extension du « développement » à l'ensemble de la planète a bouleversé le mode de vie des sociétés du Sud, en les appauvrissant et en creusant les inégalités, il se pourrait que l'on assiste chez nous à une sorte de « retour du bâton » si nous refusons de nous poser des questions radicales sur le modèle actuel. Je ne ferai donc pas de prévision ni de prophétie, mais je reste convaincu

que les changements sont nécessaires et que nous devons, à chaque fois que cela est possible, tirer la sonnette d'alarme !

Jibrile : On le constate avec, par exemple, le travail d'un Serge Latouche : les penseurs de l'après-développement se penchent plutôt sur l'Afrique ou l'Amérique du Sud, sur les capacités de résistance des populations de ces aires aux pratiques et à la logique de marché ; mais ne pensez-vous pas que l'avenir de la planète se joue essentiellement en Chine et en Asie du Sud-Est, où l'idéologie du développement est plus que jamais d'actualité ?

GR : Mon ami Serge Latouche a le mérite, me semble-t-il, de décrire des « alternatives réelles », c'est-à-dire des sociétés qui, effectivement, vivent autrement, plutôt que d'imaginer ce qu'il faudrait faire ou ce qui pourrait se passer, comme vous venez de le faire en me posant la question précédente. Je ne pense pas que Latouche veuille nous convertir au mode de vie africain. Il montre simplement que l'on peut vivre (et bien vivre) en dehors du « développement ». Après tout, la société industrielle « développée » n'existe que depuis moins de deux cents ans ce qui, à l'échelle historique, me semble une période négligeable... Bien sûr, ces sociétés « autres » sont généralement des sociétés « frugales », et c'est pour cela qu'elles sont en totale contradiction avec notre frénésie de croissance économique à tout prix. D'une certaine manière, elles nous font horreur : comment vivre sans électricité, sans téléphone, sans TV, sans fruits et légumes exotiques, sans voiture ? Cela nous paraît inimaginable... même si c'est la condition qu'ont vécue mes grands-parents ! Étaient-ils moins heureux que nous ? Je n'en suis pas sûr. Il ne s'agit nullement de « retourner au passé » (d'autant plus que cela est à la fois absurde et impossible), mais de nous interroger sur ce que nous avons gagné au fil du temps (et nous avons évidemment beaucoup gagné !) et de réfléchir aussi à ce que nous avons perdu, et qui n'est pas sans importance. N'oublions pas qu'à toute production correspond aussi une forme de destruction.

Cela dit, vous avez raison de dire que l'importation de notre modèle de « développement » en Inde, en Chine ou au Brésil pose de sérieux problèmes. Mais il faut faire deux remarques. La première est que, dans ces immenses pays, le « développement » est très inégalement partagé. Combien en profitent réellement ? Dix ou vingt pour cent de la population ? Pour le reste, même si la violence symbolique du système fait miroiter des possibilités d'enrichissement matériel, le mode de vie occidental est loin d'être une réalité. Sans compter que, dans ces pays, on assiste aussi à l'émergence de mouvements qui, même s'ils sont minoritaires, s'opposent aux méfaits du « développement ». En second lieu, de quel droit accuserions-nous ces pays (ou plutôt leurs gouvernements) de vouloir imiter le modèle occidental puisque les grandes institutions internationales ne leur laissent pas le choix de

faire autrement ? On ne peut pas payer quelqu'un pour commettre un crime et décider ensuite qu'il en est l'unique coupable ! Cela dit, le problème reste préoccupant car on ne peut évidemment pas interdire à ces pays de se « développer » sous prétexte que cela bouleverserait les équilibres écologiques de la planète, tant que nous sommes les principaux responsables (historiques et actuels) de cette menace... et tant que nous ne faisons rien pour l'enrayer.

Propos recueillis par Frédéric DUFOING

Pour continuer le débat...

Comeliau Christian (dir.), *Brouillons pour l'avenir. Contributions au débat sur les alternatives*, Nouveaux Cahiers de l'IUED n° 14, IUED Genève, PUF, Paris, 2003.

Constantin François (dir.), *Les biens publics mondiaux. Un mythe légitimateur pour l'action collective ?* L'Harmattan, Paris, 2002.

Dupuy Jean-Pierre, *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*, Le Seuil, Paris, 2002.

Latouche Serge, *Justice sans limites. Le défi de l'éthique dans une économie mondialisée*, Fayard, Paris, 2003.

Latouche Serge, *L'autre Afrique. Entre don et marché*, Albin Michel, Paris, 1998.

Mestrum Francine, *Mondialisation et pauvreté*, L'Harmattan, Paris, 2002.

Partant François, *La fin du développement : naissance d'une alternative ?* Maspéro, 1982, nouvelle éd. : La ligne d'Horizon, Malakoff, 1997.

Perrot Marie-Dominique, Rist Gilbert, Sabelli Fabrizio, *La mythologie programmée. L'économie des croyances dans la société moderne*, PUF, Paris, 1992.

Rahnema Majid and Bawtree Victoria, *The Post-Development Reader*, Zed Books, London, 1997

Rahnema Majid, *Quand la misère chasse la pauvreté*, Fayard / Actes Sud, Paris, 2003.

Rist Gilbert (dir.), *Les mots du pouvoir. Sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Nouveaux Cahiers de l'IUED n° 13, IUED Genève, PUF, Paris, 2002.

Rist Gilbert, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences Po, Paris, 2001 [1996].

Seabrook Jeremy, *Victims of Development. Resistance and Alternatives*, Verso, London and NewYork, 1993.